

Le communiqué du NPA :

Solidarité avec les peuples d'Afghanistan ! Accueil inconditionnel de tou-te-s les réfugié-e-s !

Il n'aura fallu que quelques semaines aux Talibans pour prendre le contrôle des principales villes d'Afghanistan avant de pénétrer dans la capitale Kaboul et de faire tomber le gouvernement. 20 ans après le déclenchement de la guerre par les États-Unis et leurs alliés, l'échec de l'intervention impérialiste est patent, avec le retour au pouvoir de ceux que George W. Bush et consorts prétendaient avoir éliminés.

Contrairement aux affirmations occidentales, les Talibans n'ont jamais disparu, et ont pu se réorganiser et prospérer sur fond de pauvreté, d'inégalités, d'État failli, de trafic d'opium, de corruption et de rejet de la présence militaire étrangère. L'Afghanistan est demeuré l'un des pays les plus pauvres de la planète (avec le 7e plus faible PIB par habitant au monde), et l'un des plus corrompus (parmi les dix derniers au classement de l'ONG Transparency International).

20 ans de guerre en Afghanistan, c'est plus de 160.000 morts côté afghan, des centaines de milliers de blesséEs et d'exiléEs, et près de 4000 soldats occidentaux (majoritairement étatsuniens) tués. Les 2200 milliards de dollars dépensés en 20 ans par les États-Unis — soit plus de 300 millions par jour — pour assurer leur présence sur place et « former » les forces de sécurité du gouvernement afghan n'y auront rien changé : le président afghan est en fuite, la police et l'armée afghanes se sont effondrées et les Talibans règnent en maîtres à Kaboul. Une énième démonstration du fait que les interventions militaires impérialistes ne se font jamais dans l'intérêt des peuples, et que pour ces derniers elles font partie du problème et non de la solution.

Les images de chaos et d'évacuation précipitée des ressortissants occidentaux donnent une idée des menaces qui pèsent aujourd'hui sur des centaines de milliers, voire des millions d'Afghan·e-s. Nous exprimons notre solidarité avec toute la population afghane, qui risque de vivre encore des années de guerre civile, et notamment avec toutes celles et tous ceux qui sont aujourd'hui dans le viseur du pouvoir ultra-réactionnaire des Talibans : journalistes, militant·e-s associatifs, syndicaux ou des droits humains, ainsi que toutes les femmes et les personnes LGBTI, dont la situation déjà dramatique risque de se dégrader encore un peu plus.

Les pays occidentaux, dont la France qui fut présente militairement pendant 13 ans en Afghanistan, portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle. Il est dès lors particulièrement insupportable d'entendre Macron évoquer les « flux migratoires » face auxquels il faudrait « se protéger » : un discours emprunté à l'extrême droite, qui souffle sur les braises du racisme et vise à transformer en menace des réfugié·e-s cherchant à fuir la guerre et la misère.

La mise en scène, ces derniers jours, de l'accueil de quelques dizaines d'exilé·e-s afghans ne fait guère illusion : les frontières doivent être ouvertes, l'accueil doit être inconditionnel et la traque aux réfugié·e-s déjà présents sur le territoire doit cesser. Solidarité avec les peuples d'Afghanistan ! De l'air, ouvrez les frontières !

L'appel unitaire lyonnais :..

"Rassemblement pour un accueil inconditionnel des femmes, minorités sexuelles et de genre, militant-e-s et migrant-e-s afghan-e-s !

Aujourd'hui et depuis la mi-août nous, femmes et féministes, militant-e-s progressistes en France et d'ailleurs dans le monde observons la situation en Afghanistan. Le retour des Talibans au pouvoir, dans un pays déjà dévasté par des décennies de guerre, est une énième tragédie pour les femmes, les minorités sexuelles et de genre ainsi que les progressistes du pays. Alors que la France, aux côtés des Etats-Unis, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de bien d'autres encore a bombardé ce pays, a semé la mort et la désolation des années durant, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire d'affirmer notre solidarité avec les Afghanes et les minorités d'Afghanistan. Cette solidarité doit passer par des actes. Des actes immédiats.

Nous réclamons un accueil inconditionnel des personnes demandant l'asile en France et en Europe.

Nous réclamons que les personnes qui souhaitent fuir l'Afghanistan puissent le faire dans le pays de leur choix, dans des conditions d'accueil dignes et humaines : un accès au logement, à la santé, à la formation.

Nous réclamons que toutes les personnes afghanes sur le territoire français et européen soient immédiatement régularisées, quelles que soient leurs situations administratives.

Nous réclamons que les ONG et les militant-e-s en Afghanistan soient soutenues, pas par des beaux discours mais par les moyens concrets d'une diplomatie au service des droits humains et non des intérêts économiques.

Comme les camarades féministes signataires de la tribune publiée dans le Parisien le 20 août 2021 : "Nous décidons qu'Emmanuel Macron ne parle pas en notre nom lorsqu'il évoque les Français qui s'inquiètent d'un nouveau flux migratoire : nous nous inquiétons, au contraire, qu'il n'ait pas lieu et que nos sœurs afghanes, et leurs proches, meurent égorgées, violées, massacrées en Afghanistan. Noyées ou épuisées sur les routes dangereuses de l'exil. Ou ici, finalement, dans un bidonville. Cela arrive déjà, et depuis des années, car, même avant la victoire des talibans, chaque rejet de demande d'asile pour les Afghanes et Afghans qui en faisaient la requête, sous prétexte qu'il n'y avait pas de danger, était déjà un mensonge et un déni de droits. Cela arrive déjà, parce que notre pays a préféré financer des soldats, des armes, une occupation, plutôt que des initiatives de développement des droits humains et l'accueil ici des personnes en exil."

Ce qui arrive en Afghanistan aujourd'hui attire l'attention des médias occidentaux et nous révolte à juste titre. Nous réclamons une réforme radicale des conditions d'accueil et d'asile en France, car les frontières, autour de l'Afghanistan, en Méditerranée comme sur les rives de l'Atlantique, tuent chaque jour avec la complicité des gouvernements européens notamment via le financement du dispositif Frontex.

DROIT D'ASILE POUR LES AFGHANES,

DROIT D'ASILE POUR TOUS ET TOUTES !!

RASSEMBLEMENT VENDREDI 27 AOÛT 2021 18H30 Place de la comédie (Lyon 1er, métro hôtel de ville)"

Premiers signataires : Femmes solidaires, Planning Familial, Union syndicale Solidaires Rhône, UD CGT69, Graine d'anars, Ensemble, NPA, UCL, ...